



REGLEMENT DE CONSULTATION

OBJET : Construction de l'accueil de loisirs sans hébergement « La Citadelle » à Langeais - 37130

Maître d'Ouvrage : Communauté de Communes Touraine Ouest Val de Loire
2 rue des Sablons – 37340 CLERE LES PINS
Tél. : 02 47 24 06 32

Maître d'œuvre : Agence IVARS & BALLET
19, rue Jules Charpentier – BP 935 - 37009 TOURS Cedex 01

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES :
Vendredi 20 Juin 2025 à 12h00

Article premier : Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation concerne la construction de l'accueil de loisirs sans hébergement « La Citadelle », rue Addi Bâ – 37130 Langeais.

Cette structure disposera d'une capacité d'accueil de 150 enfants scolarisés de la maternelle au CM2 (3/11 ans), sur les temps extra et périscolaires.

Attention, le marché est soumis à des clauses d'insertion pour les lots 1 / 2 / 4 / 5 / 7 / 9 / 11 / 14 et 15 (cf. annexe 1 du contrat de travaux). Les candidats s'engagent à respecter cette clause.

1.2 - Etendue de la consultation

La présente consultation est soumise aux dispositions de l'article L.2123-1 du Code de la Commande Publique.

La Communauté de communes se réserve le droit de recourir à la négociation avec les trois premiers candidats de chacun des lots, en se réservant toutefois la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, conformément à l'article R.2123-5 du Code de la Commande Publique.

1.3 - Décomposition de la consultation

Les travaux sont répartis en **20 lots** désignés ci-dessous :

- Lot 01 – Gros-oeuvre
 - Lot 02 – Charpente bois / Bardage
 - Lot 03 – Couverture
 - Lot 04 – Étanchéité
 - Lot 05 – Menuiseries extérieures
 - Lot 06 – Serrurerie
 - Lot 07 – Cloisons / Doublages
 - Lot 08 – Plafonds suspendus
 - Lot 09 – Menuiseries intérieures
 - Lot 10 – Signalétique
 - Lot 11 – Revêtements de sols
 - Lot 12 – Peintures
 - Lot 13 – Plomberie sanitaire
 - Lot 14 – Chauffage Ventilation Climatisation
 - Lot 15 – Électricité
 - Lot 16 – Ascenseur
 - Lot 17 – Forage géothermie
 - Lot 18 – VRD
 - Lot 19 – Espaces verts
 - Lot 20 – Aire de jeux
- Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé.

Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

1.4 - Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Lorsque les prestations sous-traitées représentent un montant supérieur à 600,00 Euros T.T.C., le sous-traitant bénéficie du paiement direct.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint solidaire.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

Conformément à l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur, se réserve la possibilité de recourir ultérieurement à une procédure sans publicité ni mise en concurrence pour des prestations similaires, avec le titulaire du présent marché.

Article 2 : Conditions de la consultation

2.1 - Durée du marché - Délais d'exécution

Les délais d'exécution des travaux sont fixés à l'article 4 du contrat de travaux et ne peuvent en aucun cas être modifiés.

2.2 - Variantes

Les concurrents doivent présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation (solution de base).

Les variantes facultatives ne sont pas autorisées (celles à l'initiative du candidat).

Les seules variantes autorisées sont celles décrites aux lots ci-dessous, **elles sont obligatoires** :

- 1- Lot 02 Couverture : variante sur les essences de bois en façade
- 2- Lot 03 Couverture : variante pour couverture en acier joints debouts

2.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.4 - Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les travaux, objet du présent marché, seront rémunérés dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique et financés par autofinancement, subventions et le cas échéant emprunt.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s), seront réglées par mandat administratif dans un délai global de 30 jours.

Article 3 : Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation du présent marché contient les pièces suivantes (listing non exhaustif voir nomenclature des pièces DCE):

- Le règlement de la consultation
- Le contrat de travaux et ses annexes
- Les CCTP et ses annexes dont les Prescriptions communes aux entreprises
- Les DPGF
- Le planning prévisionnel
- Plans
- Le RICT
- Le PGCS
- Le rapport d'étude de sols G2 PRO
- Les dossiers de diagnostics
- La notice architecturale
- Le tableau des surfaces

Le dossier de consultation est téléchargeable gratuitement depuis la plateforme de dématérialisation :

<https://webmarche.solaere.recia.fr>

Aucune version papier de ces documents ne sera délivrée par la collectivité.

Les candidats doivent indiquer lors du téléchargement du dossier de consultation, leurs nom, numéro de téléphone et adresse mail valides, afin que le pouvoir adjudicateur puisse les recontacter en cas de besoin (complément d'informations par exemple).

Le choix de l'adresse mail est très important. Elle devra être régulièrement consultée. Cette dernière sera utilisée pour les demandes de complément et éventuelles négociations.

Article 4 : Présentation des offres

4.1 –Présentation des offres

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Elles seront exprimées en EURO.

L'offre de chaque candidat devra comporter les éléments suivants, dûment complétés et signés :

- DC1 / DC2 ou DUME (documents téléchargeables gratuitement depuis le site <https://www2.economie.gouv.fr/daj/formulaires>)
- Liste des principaux travaux réalisés au cours des 5 dernières années
- Contrat de travaux signé et son annexe
- CCTP (ou attestation d'acceptation du CCTP sans modification) Un mémoire technique justifiant des dispositions que chaque candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux le concernant. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise permettant le jugement du critère « valeur technique » défini au présent règlement avec à minima les moyens mis en œuvre pour le chantier (humains et matériels), les modes opératoires pour les ouvrages techniques

d'importance, des détails techniques que les entreprises jugent importants pour illustrer leur bonne compréhension du projet. Les fiches techniques des produits seront jointes au présent mémoire.

Lors de l'attribution, le candidat retenu devra fournir :

- Attestation de régularité fiscale et sociale
- Attestation d'assurances à jour

Si le candidat retenu n'est pas dans la mesure de fournir ces deux éléments dans un délai de 7 jours après la demande du maître d'ouvrage, ce dernier pourra attribuer le marché à un autre candidat.

4.2 -Variantes

Les candidats présenteront un dossier général « variantes » comportant un sous-dossier particulier pour chaque variante obligatoire. Outre les répercussions de chaque variante sur le montant de leur offre de base, ils indiqueront les adaptations à apporter tout en respectant les exigences minimales indiquées au cahier des charges.

Article 5 : Jugement des offres

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

- 1. Valeur technique : 60%**
- 2. Prix des prestations : 40%**

Chacun des critères sera noté sur 10 (10 étant la meilleure note) selon le mode de calcul suivant :

1. La valeur technique, jugée au vu du mémoire fourni, présentant :

Sous-critère A (sur 20points): **Adéquation des moyens humains affectés au projet**

- 0 point : absence de présentation d'équipe
- De 1 à 5 points : équipe présentée spécifique au chantier et pas adaptée au chantier
- De 6 à 10 points : équipe présentée spécifique au chantier et adaptée au chantier
- De 11 à 20 points : équipe présentée spécifique au chantier, adaptée au chantier et renforcement des équipes présentes après demande du pilote de chantier

Sous-critère B (sur 20 points) : **Qualité de la réponse technique vis-à-vis des ouvrages, technique, produits et matériaux**

- 0 point : absence d'indication
- De 1 à 3 points : faible adéquation au cahier des charges
- De 4 à 10 points : adéquation moyenne au cahier des charges
- De 11 à 20 points : bonne adéquation au cahier des charges

Sous-critère C (20 points) : **Organisation et respect du planning**

- 0 point : absence d'indication
- De 1 à 3 points : faible adéquation au planning organisationnel
- De 4 à 10 points : adéquation moyenne au planning organisationnel
- De 11 à 20 points : bonne adéquation au planning organisationnel

2. Le prix de prestations

Le jugement de ce critère portera sur le montant global et forfaitaire indiqué par le candidat à l'acte d'engagement.

La note est déterminée en application de la formule suivante :

$$\text{note} = 40 \times \text{Prix le plus bas recevable} / \text{Prix du candidat.}$$

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation. Toutefois si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à les rectifier ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

L'attention des concurrents est attirée sur le fait que toute offre incomplète sera immédiatement écartée.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise les certificats et attestations délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur à l'attributaire pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier envoyé à celui-ci ; ce délai est de 7 jours.

Le maître d'oeuvre, via l'AMO et le profil acheteur, lors de l'analyse des offres, se laisse la possibilité de demander aux candidats des précisions ou de compléter les offres.

Ces échanges se feront par courriel sur le profil acheteur.

Conformément à l'article R2152-3 du Code de la Commande Publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

Nota : Seuls les documents cités plus haut seront examinés au titre de la candidature, il est donc inutile de transmettre des documents complémentaires.

NEGOCIATIONS

La Communauté de communes se réserve le droit de recourir à la négociation avec les trois premiers candidats de chacun des lots. Les négociations pourront porter aussi bien sur la partie technique que sur la partie financière. Ces échanges se feront par courriel sur le profil acheteur.

AUDITIONS

A l'issue du classement provisoire des offres, la Communauté de communes se réserve la possibilité de recevoir en auditions les 3 premiers candidats de chacun des lots, **en semaines 36 et 37.**

Les candidats retenus seront informés de l'horaire par téléphone et/ ou mail au minimum 3 jours avant.

La présentation orale pourra être basée sur une projection et ne devra pas dépasser 30 minutes. Elle portera sur la composition de l'équipe dédiée, la méthodologie employée, le planning de réalisation et la vision du projet.

Le moment d'échanges sera un temps pendant lequel le jury questionnera les équipes sur des points de leur offre à développer.

Article 6 : Conditions de remise des plis

Depuis le 1er janvier 2020, la remise sous format papier n'est plus autorisée pour les marchés publics supérieurs à 40 000 € HT.

La remise sous format papier n'est pas autorisée.

MODALITES DE REMISE SOUS FORMAT ELECTRONIQUE:

Il convient de se référer aux « Conditions générales d'utilisation » de la plateforme.

La transmission des offres par voie électronique est obligatoire via le profil acheteur de la Communauté de communes : <https://webmarche.solaere.recia.fr>

👉 Le maître d'ouvrage n'impose pas la signature électronique. Ainsi, la maître d'ouvrage « re-matérialisera » l'offre afin que les parties contractantes apposent leur signature manuscrite.

Le format autorisé de réponse est : .pdf, .rtf, .doc, .xls

Les soumissionnaires conservent la possibilité de transmettre, en parallèle à leur offre envoyée par voie électronique, une copie de sauvegarde sur un support physique électronique ou sur support papier. Cette copie doit également parvenir dans les délais impartis pour la remise des offres. L'enveloppe d'envoi doit comporter le mention lisible « Copie de sauvegarde ».

La copie de sauvegarde sera ouverte dans les 4 cas suivants :

1. Lorsque dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique, un programme informatique malveillant (ou « virus ») est détecté par l'acheteur public ;
2. Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique mais n'est pas parvenue à l'acheteur public dans les délais de dépôt des candidatures et des offres ;
3. Lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique mais n'a pu être ouverte par l'acheteur public ;
4. Si l'offre a été transmise mais est parvenue hors délai ou n'a pu être ouverte, la copie de sauvegarde peut être ouverte si elle est parvenue dans les délais. Si l'offre n'a pas été transmise, le copie de sauvegarde ne peut être ouverte.

Si l'acheteur public ouvre la copie de sauvegarde, le document électronique ne sera pas utilisé : la copie de sauvegarde se substituera au document initial.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge de chaque candidat.

L'attention des candidats est portée sur le fait qu'il leur appartient de prendre toutes les dispositions nécessaires pour que les plis parviennent auprès de l'acheteur public de façon à respecter la date et l'heure fixées au présent règlement de consultation, et tenir compte des délais de téléchargement.

Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure limites ne seront pas ouverts.

Article 7 : Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir leur demande dans l'onglet « Correspondances » de la plateforme <https://webmarche.solaere.recia.fr> et en aucun cas ne contacter le maître d'œuvre directement.

Visite du site

Une visite du site est vivement conseillée, notamment pour les lots de clos couvert (accès au chantier), à savoir :

Lot 01 – Gros-oeuvre
Lot 02 – Charpente bois / Bardage
Lot 03 – Couverture
Lot 04 – Étanchéité
Lot 14 – Chauffage Ventilation Climatisation
Lot 17 – Forage géothermie
Lot 18 – VRD
Lot 19 – Espaces verts

Toutefois, le site étant visible depuis l'espace public, il n'est pas nécessaire que le candidat soit accompagné par le personnel de la CCTOVAL.

En tout état de cause et en cas de litige, le prestataire ne pourra faire valoir le fait qu'il ne connaît pas le site.

Article 8 : Règlement des litiges

Instance chargée des procédures de recours

Tribunal administratif d'Orléans
28 rue de la Bretonnerie
45057 ORLEANS Cedex 1
Tél. : 02 38 77 59 00 – Fax : 02 38 53 85 16
e-mail : greffe.ta-orleans@juradm.fr

Instance chargée des procédures de médiation

Comité consultatif interdépartemental de règlement amiable des litiges
Préfecture de la région Pays de Loire
7 quai Ceynerai – 44035 NANTES CEDEX 1

Voies et délais de recours dont dispose le candidat :

- Référé précontractuel prévu aux articles L 551-1 à L 551-12 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L 551-13 à L 551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R.551-7 du CJA.
- Recours de pleine juridiction pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique conformément à l'arrêt du Conseil d'État n°358994 du 04/11/2014, Département du Tarn et Garonne.